



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CGT Educ'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil cedex
Mel : unsen@cgteduc.fr - Site : www.cgteduc.fr

Un gouvernement dépassé, une population reconfinée.

L'annonce d'un reconfinement, par le président de la République, mercredi 28 octobre et des différentes mesures d'accompagnement pour lutter contre l'explosion de l'épidémie démontrent que le gouvernement n'a pas été en capacité de gérer cette crise sanitaire et de protéger l'ensemble de la population.

Alors que le président de la République et son gouvernement affirment avoir tiré les leçons du premier confinement, nous notons que la politique sanitaire actuelle, sociale et économique produit globalement les mêmes effets et qu'elle conduit aujourd'hui à un nouveau confinement. Une nouvelle fois, c'est la population dans sa globalité qui subit la politique et les décisions gouvernementales incohérentes, inefficaces et autoritaires. Pire, en ne parlant que du comportement de la population dans la sphère privée, le gouvernement tente de lui faire porter la responsabilité de cette crise qui est avant tout le fruit de la destruction du service public de santé, et choisit de bafouer encore plus les libertés individuelles. C'est intolérable.

Si certain-es estiment que les nouvelles règles seront plus souples qu'au printemps, comment comprendre que tout sera interdit sauf d'aller travailler ? Il est clair que toutes les dispositions prises, dont le maintien de l'ouverture des écoles, visent avant tout à maintenir l'activité économique sans apporter de nouvelles garanties pour la santé de millions de salarié-es. Un seul mot d'ordre gouvernemental, l'économie plutôt que la santé.

Cependant, ce maintien des établissements scolaires ouverts ne pourra se faire sans un vrai renforcement du protocole en vigueur depuis la rentrée de septembre. En effet, la situation actuelle ne peut perdurer : des classes surchargées, un brassage constant des élèves, un protocole intenable, une fatigue grandissante pour les équipes éducatives. La CGT Educ'action, comme d'autres organisations n'a cessé d'alerter sur la situation critique pour les personnels depuis la rentrée.

Le ministère doit présenter, aux organisations syndicales, des nouvelles mesures et un protocole actualisé pour la reprise des cours de lundi prochain. Nous serons vigilant-es sur la protection des personnels et des élèves et exigerons la fourniture d'un matériel protecteur efficace, gratuit pour les élèves et le respect de la liste des personnels vulnérables établie en mai 2020 comme l'y oblige le conseil d'État.

Nous sommes surtout très dubitatif-ves quant à la possibilité de faire respecter tous les gestes barrières avec les effectifs accueillis actuellement et les conditions matérielles mises à dispositions des personnels. Comment croire que nous serons en capacité de gérer plusieurs services de restauration scolaire, d'éviter les brassages de grands groupes-classes, de ventiler efficacement les locaux ?

En refusant de fermer à nouveau les écoles et les établissements scolaires, le président reconnaît, par ailleurs, que la « continuité pédagogique » vantée par J.M Blanquer a été un échec.

La CGT Éduc'action rappelle que des mesures concrètes et immédiates étaient à prendre dès le printemps par le biais d'un plan d'urgence pour recruter massivement des personnels afin de diminuer les effectifs par classe (et permettre par exemple d'accueillir tou-tes élèves de lycées), trouver des solutions pour compenser l'insuffisance de salles, multiplier les groupes dans les écoles et établissements, permettre la distanciation physique, l'aération des locaux ou le lavage régulier des mains et permettre la prise en compte pédagogique des difficultés des élèves engendrées par le confinement. Le gouvernement a préféré resté sourd à nos revendications qui montrent aujourd'hui leur importance.

Face à l'urgence sanitaire et sociale, la CGT Éduc'action réaffirme la nécessité d'ouvrir immédiatement et de façon pérenne des lits d'hôpitaux d'augmenter drastiquement les postes et les salaires à l'hôpital. Elle revendique dans l'immédiat des postes et des locaux dans l'Éducation nationale pour permettre distanciation et remédiation pédagogique, ainsi que la fourniture des matériels de protection de qualité et en quantité suffisante pour tous les agent-es et les élèves.

Dans le cas où le ministère ne mettrait pas en place des mesures suffisantes, la CGT Éduc'action appellera les personnels à réagir et soutiendra toutes les initiatives décidées par les collègues.

La santé de toutes et tous n'a pas de prix !

Montreuil, le 29 octobre 2020